

# Le débat de politique extérieure à la Chambre

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)

Le débat sur la politique extérieure a repris, hier, au Palais-Bourbon, à un rythme ralenti et le grand nombre des orateurs inscrits menace de voir le débat traîner en longueur.

La séance de l'après-midi a fait ressortir le point délicat de la question. Les événements d'Espagne ont donné, au problème, un aspect nouveau puisqu'il va permettre de dégager certaines responsabilités encourues en ce qui concerne la non-intervention.

En quel consiste cette non-intervention ? Dans quelles conditions est-elle observée ? La même loyauté interventionniste de la part de tous les pays ? Quelle décision finale va prendre le gouvernement français ? Autant de questions qui sont le fond même du débat qui se déroule en ce moment à la Chambre et les réponses qu'il faudra tôt ou tard leur donner vont soulever, inévitablement, des discussions juridiques et politiques de plus haut intérêt.

Nous sommes à un tournant décisif. Les milieux parlementaires s'en rendent parfaitement compte. Les conversations des couloirs se ressentent de la gravité du problème espagnol en ce qui concerne notre politique étrangère. Chacun dit son mot. On taise notamment ressortir que les nationalistes espagnols ne sont plus qu'une oncinquante de kilomètres de Barcelone, et beaucoup se demandent si une défaite des Républicains n'aurait pas pour conséquence une menace et un péril pour notre frontière, et l'on ajoute que le gouvernement aurait à prendre de nouvelles dispositions pour parer à toute éventualité.

D'une façon générale, les commentaires étaient nombreux et variés, mais sans qu'on puisse rencontrer un pessimisme exagéré. Nous enregistrons ces propos que nous les avons entendus, uniquement pour indiquer, qu'à l'heure présente, nous nous attachons à la plus grande impartialité à l'attitude du gouvernement vis-à-vis des choses d'Espagne, lesquelles, dit-on encore, semblent arriver à un point délicat dans leur déroulement.

Le débat de l'après-midi a été marqué par deux interventions qui ont vivement retenu l'attention de la Chambre. Ce fut d'abord M. Pierre-Etienne Flandin qui déclara que le peuple français a le droit de savoir exactement quels ont été les engagements pris en son nom, c'est-à-dire à quel il est exposé et il affirme que la dette de la France est de rester strictement neutre entre les deux parties, de les reconnaître comme des belligérants qu'il s'agit de causer avec le général Franco, de soutenir sa thèse de l'indépendance de l'Espagne et de préparer la reprise des relations économiques entre les pays.

M. Léon Blum intervint à son tour. L'ancien président du Conseil déclara que les gouvernements français et allemands se trouvent dans l'obligation de dénoncer les accords de non-intervention ou de régler leur action sur l'attitude des autres signataires et, sur ce point, ajouta-t-il, la Chambre devra se prononcer.

Deux thèses contraires étaient ainsi loyalement affirmées. Les deux orateurs ont été écoutés avec un intérêt très grand. Les applaudissements qui ont souligné certains passages de leurs discours indiquent que toute la Chambre, le problème est clairement posé, le gouvernement devra prendre position et faire connaître ses intentions. Les milieux parlementaires veulent savoir où sont les responsabilités et si la France qui a toujours tenu ses engagements doit être orientée vers une nouvelle destinée politique dont le principe est d'abandonner à l'heure actuelle, ce qui est le cas, le gouvernement devra prendre position et faire connaître ses intentions. Les milieux parlementaires veulent savoir où sont les responsabilités et si la France qui a toujours tenu ses engagements doit être orientée vers une nouvelle destinée politique dont le principe est d'abandonner à l'heure actuelle, ce qui est le cas, le gouvernement devra prendre position et faire connaître ses intentions.

Félix SÉRGENT

## LA SÉANCE DU MATIN

La discussion des interpellations de politique extérieure reprend ce matin en présence de M. G. Bonnet, ministre des Affaires étrangères, retour de Genève. Les députés sachant que le débat se poursuivra de façon très intéressante, ont pris un grand empressement à venir entendre leurs collègues interpellateurs.

La séance est ouverte à 9 h 40 sous la présidence de M. Jacques Duclos, devant une trentaine de députés.

M. Georges Bonnet est seul au banc du gouvernement.

M. MARGAINE

M. MARGAINE, radical socialiste (Seine), interpellé sur l'évolution suivie par la politique extérieure de notre pays et sur les conséquences auxquelles on peut s'attendre dans un avenir plus ou moins prochain.

« L'Italie nous reproche les sanctions prises contre elle à propos de la conquête éthiopienne, alors que nous n'avons pris cette attitude que par solidarité avec l'Angleterre. De tels faits doivent apparaître à notre ministre des Affaires étrangères qu'il convient de modifier sa politique pour ne plus s'occuper que de ses propres affaires ».

En 1930, M. Mussolini à Milan annonce son intention de rapprocher Londres de Rome et Berlin Lord Halifax, qui a remplacé M. Eden, est grand admirateur de l'Allemagne. Il a fait un voyage sensationnel à Berlin. Le Gouvernement anglais prévoit que la Grande-Bretagne ne se battrait pas pour la Tchecoslovaquie. L'armée anglaise n'a plus que 300.000 hommes, moins qu'en 1914. L'Angleterre ne pourrait donc mettre que deux divisions à notre disposition. Il faudrait plusieurs mois à la Grande-Bretagne pour organiser son armée en temps de guerre.

« Il n'y a pas l'ombre d'une critique à l'égard des Anglais, mais il faut les accepter comme ils sont ».

Dans la politique de non-intervention en Espagne, nous avons été constamment dupés. Nous avons agi par peur de la guerre, ce qui aurait à condamner une telle politique.

M. Margaine discute longuement les accords qui ont été signés entre l'Allemagne, l'Angleterre, d'une part, l'Allemagne et la France, d'autre part. Ce dernier accord porte que les deux pays cherchent un terrain d'accord.

« Cherchons-le, mais cherchons-le nous-mêmes ».

M. Margaine montre l'importance pour l'Allemagne de maintenir sa puissance commerciale exportatrice. L'Allemagne redoute de graves difficultés qui entraîneraient le chômage. La France pourrait proposer à l'Allemagne d'élargir son commerce en Extrême-Orient.

Le gouvernement doit décider une unité, l'action en politique intérieure et en politique extérieure, en nous rappelant que nous sommes en présence de deux camps ennemis. C'est la politique que les gauches ont toujours réclamée (appl.)

M. Plichon

M. Plichon (Nord) (Indépendant), attire l'attention du ministre des Affaires étrangères sur les menées allemandes et flamandes tendant à créer un nouvel Etat flamand. La France ne peut se désintéresser d'un tel mouvement que tous les Français flamands réprouvent.

M. Plichon, après avoir cité des articles des journaux de propagande flamande, déclare que le séparatisme flamand en France est nul. Il n'y a en France qu'une revue flamande, purement littéraire, mais le mouvement séparatiste flamand apparaît dans le cadre de la politique belge à notre égard.

## La fortification de la frontière sud de la Belgique

La puissance militaire de la Belgique pourrait nous apporter un concours instantané, mais la politique extérieure belge a été modifiée depuis la violation

des fortifications belges étaient uniquement placées à l'Est du pays. Un député nationaliste flamand interpella pour savoir pourquoi la frontière sud franco-belge n'était pas défendue. Le ministre répondit qu'en 1939 les travaux commencent pour la couverture de cette frontière. En vertu de l'article de traité, l'Allemagne et la Belgique ont commencé des travaux sur la frontière sud.

M. Plichon déclare qu'il n'a pas été touché d'entendre les représentants de cet ouvrier belge au Parlement s'élever contre une politique traitant sur un pied d'égalité la Belgique et l'Allemagne. La Belgique n'a pas pu prendre ombrage des fortifications que la France a dû pousser jusqu'à Dunkerque. Le parti belge n'est pas défendeur de sentiments qui permettent d'espérer encore de beaux jours pour l'amitié franco-belge. D'ailleurs les catholiques flamands commencent à dénoncer les persécutions antireligieuses allemandes.

## L'achèvement des travaux de notre frontière

M. Plichon demande au président du Conseil de consentir encore les 50 millions nécessaires à l'achèvement des travaux de fortification de la frontière nord. On pourrait faire des économies sur les dépenses de la S. D. N.

La France et la Belgique ont des intérêts communs à défendre notamment en Afrique. La Belgique a un empire colonial à défendre. Elle peut faire la différence entre ceux qui respectent le bien des autres, entre la France d'une part, l'Allemagne et l'Italie de l'autre. (Applaudissements)

## M. DESCHIZEAUX

M. DESCHIZEAUX (U.S.R.) (Indre) déclare que la proclamation de l'intangibilité des territoires français, appuyée par le traité de Versailles, ne peut être à aucune ambiguïté. Il ne croit pas possible une politique de coalitions de nations dans le genre de celle qu'a menée l'Allemagne. Elle a voulu imposer à une telle politique dont les prétextes qu'ils cherchent à Hitler et Mussolini.

L'orateur se prononce pour une politique de collaboration notamment avec la Grande-Bretagne, il souhaite un rapprochement avec la Russie et la Pologne. En ce qui concerne l'Espagne, il considère que la France est en train de perdre sur les deux tableaux et demande que des mesures de sauvegarde soient prises.

La suite de la discussion est renvoyée à 15 h Séance levée à 11 h 30.

## LA SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

La séance est ouverte à 15 h, sous la présidence de M. Albert Paulin. M. Georges Bonnet est au banc du gouvernement. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations sur la politique extérieure.

## M. ROTHORE s'élève contre les campagnes de nature à nuire à la France

M. Raymond ROTHORE, radical socialiste (Charente) interpelle sur les mesures à prendre pour empêcher qu'à l'avenir en des circonstances graves pour le pays, des personnalités fassent des déclarations, écrivent des articles, se livrent à une propagande de nature à nuire à la France.

M. ROTHORE s'inquiète de certaines campagnes en faveur de l'Allemagne hitlérienne qui tentent de favoriser les menées hitlériennes.

Il pense que l'Allemagne hitlérienne n'aurait pas trouvé en France même des hommes pour soutenir ses thèses et que le gouvernement eût dû poursuivre (applaudissements divers banca.)

« L'Allemagne est une machine à guerre en état de faire la guerre pour des raisons sociales, militaires, économiques. Les Socialistes, les Communistes, les Catholiques, les Israélites constituent encore des forces qui seules le qualifient d'Orsay ignore (appl. divers banca.)

En terminant, M. ROTHORE demande l'ouverture de la frontière d'Espagne et souligne que la paix ne s'échappe pas, mais se mérite (appl. extrême gauche et divers banca.)

M. FLANDIN monte à la tribune. Il proclame la volonté de paix du peuple français et, ajoutant, la France ne craint aucune attaque, ne cède devant aucune menace, ne veut de paix n'a jamais exclu la volonté de maintenir l'intégrité de l'Empire. Demain comme hier, si la France était attaquée, elle ferait face à ses destins avec un tranquille courage.

Par suite de la décadence de l'idéal guerrier, la politique française a perdu sa base traditionnelle. Elle doit en chercher de nouvelles pour la sécurité de toutes ses frontières.

M. FLANDIN

M. FLANDIN monte à la tribune. Il proclame la volonté de paix du peuple français et, ajoutant, la France ne craint aucune attaque, ne cède devant aucune menace, ne veut de paix n'a jamais exclu la volonté de maintenir l'intégrité de l'Empire. Demain comme hier, si la France était attaquée, elle ferait face à ses destins avec un tranquille courage.

Par suite de la décadence de l'idéal guerrier, la politique française a perdu sa base traditionnelle. Elle doit en chercher de nouvelles pour la sécurité de toutes ses frontières.

## La politique des alliances militaires

Il aborde tout d'abord la suggestion présentée par MM. de Kerillis et Péri. d'une union de toutes les nations que menacent les ambitions germaniques ou italiennes ou l'inquiétant « l'idéologie fasciste ou naziste ».

« Ceux qui eussent préféré la guerre aux accords de Munich, déclare-t-il, gouverneraient M. Bonnet de ne pas avoir déjà résigné cette fonction. Si elle existait, à leur avis, si d'ores et déjà certaines conventions militaires étaient conclues notamment celle entre l'U. R. S. S. et la France, la paix serait mieux garantie et pour le sauvegarder même de cette paix, il faudrait naturellement aussi assurer par des moyens non exactement précisés, la victoire des Républicains en Espagne et celle des Chinois en Extrême-Orient ».

M. Flandin ne croit pas que cette politique corresponde notamment avec l'attitude observée par la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie dans l'affaire tchécoslovaque, mais il reconnaît qu'elle a le mérite de la clarté.

## Le discours de M. Léon Blum intervient

M. Léon BLUM déclare alors de sa place pour répondre à l'opinion de l'orateur que la non-intervention était une hypocrisie. A aucun moment, je n'ai la paix que nous considérons le gouvernement républicain comme le gouvernement régulier d'Espagne, celui qui jouissait de nos sympathies.

M. Flandin soutient que si l'on suivait la politique préconisée par M. Péri et de Kerillis, c'est-à-dire vite fait de l'alliance franco-anglaise. Au contraire, cette alliance sera renforcée dans la mesure où le peuple britannique se rendra compte que la politique française ne l'entraîne dans aucune aventure, mais qu'elle dans aucun conflit ou les intérêts vitaux de l'Empire britannique ne sont pas engagés.

## Politique d'empire et de collaboration avec l'Angleterre

La France, ajoute l'orateur, doit être libre d'agir partout, et il n'est pas question de l'intérêt de tel ou tel autre Etat. Nous sommes maîtres de nos décisions et nous ne sommes ni obligés ni empêchés d'agir. Or serait aujourd'hui le bénéfice pour la France de vendre les risques d'une sécurité collective évanouie, alors qu'un fait nouveau est intervenu : l'alliance franco-britannique. A certaines heures de la vie des peuples, le véritable patriotisme s'exprime dans un egoïsme sacré. La France doit penser à elle-même et faire une politique d'Empire dont le succès est lié à une collaboration étroite entre la France et la Grande-Bretagne.

Étroitement unies, la France et l'Angleterre se suffisent à elles-mêmes pour assurer leur sécurité commune. L'implication de leurs intérêts doit constamment déterminer de part et d'autre les conditions d'une défense efficace de leurs territoires.

De la puissance de l'axe Londres-Paris dépend la paix. Ce serait l'affaiblir que de diriger la ou les intérêts vitaux de l'Empire britannique et de l'Empire français ne sont pas engagés.

## La politique à l'égard de l'Europe Centrale et Orientale

M. Flandin se défend d'avoir jamais proposé que la France se désintéresse de l'Europe centrale ou orientale, mais d'autres grandes puissances, notamment l'U.R.S.S., y ont des intérêts plus directs et il leur appartient de les défendre.

L'orateur pense que les ambitions qui l'ont prêtée à l'Allemagne, notamment en Ukraine, ne se réalisent pas facilement. Si, au surplus, le soin des intérêts vitaux de la France, concertés préalablement avec ceux de l'Angleterre, devait conduire à intervenir dans un conflit, il lui semble raisonnable que notre pays reste avec ses alliés britanniques, juge du moment et des conditions dans lesquelles il aurait à le faire.

## Les revendications italiennes

M. Flandin constate ensuite que l'opinion française est unanime à dresser contre les prétentions italiennes et affirme que, dans l'éventualité d'un conflit, les probabilités de moindre résistance de certains régimes joueraient en faveur de la France.

Il soutient que c'est une chimère de penser imposer par la force à tout un monde une certaine conception de la vie individuelle et collective nationale et internationale, mais c'est également une erreur de combattre par la force une folie nouvelle, patriotique, civile ou sociale.

## Le problème espagnol

M. Flandin s'élève ensuite contre l'opinion française et unanime à dresser contre les prétentions italiennes et affirme que, dans l'éventualité d'un conflit, les probabilités de moindre résistance de certains régimes joueraient en faveur de la France.

Il soutient que c'est une chimère de penser imposer par la force à tout un monde une certaine conception de la vie individuelle et collective nationale et internationale, mais c'est également une erreur de combattre par la force une folie nouvelle, patriotique, civile ou sociale.

M. FLANDIN se défend d'avoir jamais proposé que la France se désintéresse de l'Europe centrale ou orientale, mais d'autres grandes puissances, notamment l'U.R.S.S., y ont des intérêts plus directs et il leur appartient de les défendre.

L'orateur pense que les ambitions qui l'ont prêtée à l'Allemagne, notamment en Ukraine, ne se réalisent pas facilement. Si, au surplus, le soin des intérêts vitaux de la France, concertés préalablement avec ceux de l'Angleterre, devait conduire à intervenir dans un conflit, il lui semble raisonnable que notre pays reste avec ses alliés britanniques, juge du moment et des conditions dans lesquelles il aurait à le faire.

## LE NUMÉRO 391 DU RÉVEIL ILLUSTRÉ EST PARU

Sommaire :

Un conte : RÉVÉLATION  
Les belles sociétés : L'HARMONIE DES MINÈRES DE NÈUX

COURTES HISTOIRES  
Un roman-inédit : LA CHALEUR DU SEIN

SA PAGE DU TRICOT  
SES NOMBREUX DESSINS HUMORISTIQUES  
SES MAGNIFIQUES ROMANS

DEMANDEZ LE  
RÉVEIL ILLUSTRÉ  
A TOUTS NOS VENDEURS

20 pages : 50 cent.

situation y est plus défavorable qu'autrefois. L'orateur aurait souhaité qu'à la fin de la guerre civile, grâce à la non-intervention, la France se présentât les mains nettes de sang espagnol. Ainsi, dit-il, nous aurions conquis l'estime du peuple espagnol tout entier.

Il s'élève contre l'opinion que, puisque une puissance intervient en faveur d'un parti, la France doit le faire au profit de l'autre. Alors, dit-il, la non-intervention était une hypocrisie, puisque en la proclamant, le gouvernement français, sans franchise, souhaitait la victoire des gouvernementaux. Il faut alors dire, déclare l'orateur, que la victoire du parti gouvernemental est de l'intérêt français.

## M. Léon Blum intervient

M. Léon BLUM déclare alors de sa place pour répondre à l'opinion de l'orateur que la non-intervention était une hypocrisie. A aucun moment, je n'ai la paix que nous considérons le gouvernement républicain comme le gouvernement régulier d'Espagne, celui qui jouissait de nos sympathies.

M. Flandin soutient que si l'on suivait la politique préconisée par M. Péri et de Kerillis, c'est-à-dire vite fait de l'alliance franco-anglaise. Au contraire, cette alliance sera renforcée dans la mesure où le peuple britannique se rendra compte que la politique française ne l'entraîne dans aucune aventure, mais qu'elle dans aucun conflit ou les intérêts vitaux de l'Empire britannique ne sont pas engagés.

## M. Flandin se prononce pour la neutralité totale

M. FLANDIN remercie M. Blum de s'être exprimé aussi nettement, mais il estime que si d'autres font la faute d'intervenir dans la guerre civile espagnole, nous ne devons pas la commettre. Il déclare ensuite que le second gouvernement Blum a pratiqué l'intervention compensatrice en permettant le transit de 50.000 tonnes de matériel de guerre. Rappelant les interventions monarchiques dans les affaires des autres pays au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'orateur déclare qu'une des conséquences en fut l'hostilité d'une partie de la population espagnole contre la France et ajoute : « Notre opinion est nette, nous voulons une neutralité totale. Nous n'avons pas à savoir qui obtiendra l'Espagne, (Vives protestations communistes). »

Il demande ensuite : « Si vous considérez que l'intervention italienne est inadmissible, pourquoi l'avez-vous tolérée depuis l'ouverture de la frontière ? L'engagement du gouvernement italien de ne pas laisser de troupes en Espagne ni aux Baléares. Et même si cet engagement n'était pas tenu, il est, comme vous le savez, rattaché au traité de Versailles, et nous ne pouvons pas le démentir. Quant à nous, poursuit-il, nous considérons qu'intervenir dans la guerre civile est un crime. (Appl. droite et centre, vives protestations extrême gauche). »

L'intérêt de la France serait de reconnaître Franco, de soutenir sa thèse de l'indépendance de l'Espagne.

## M. JULES JULLIEN a présidé le déjeuner du syndicat des quotidiens régionaux

M. Jules JULLIEN, ministre des P. T. T., a présidé ce matin le déjeuner du syndicat des quotidiens régionaux. M. Soustelle, directeur du « Petit Méridional », M. Marchand, garde des sceaux, vice-président du Syndicat étaient présents.

M. Soustelle a rendu hommage, en une brève allocution, à l'activité du ministre des P. T. T. et de ses services et a évoqué les nombreux liens qui unissent la presse et l'administration des P. T. T.

## POUR LA REPRISSE DE L'ACTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT

M. Soustelle a remercié M. Soustelle puis a énuméré les facilités que son administration consent à la presse. Il a rappelé en terminant que le gouvernement avait promis de faciliter l'œuvre nationale qui doit solliciter toutes les pensées, tous les actes des Français.

M. Soustelle a remercié M. Soustelle puis a énuméré les facilités que son administration consent à la presse. Il a rappelé en terminant que le gouvernement avait promis de faciliter l'œuvre nationale qui doit solliciter toutes les pensées, tous les actes des Français.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

M. Jeanneney a terminé son discours par un appel à l'union et à la pleine solidarité française. Il est écouté avec une extrême attention. De nombreux passages soulèvent les applaudissements unanimes de l'assemblée ; c'est ainsi que le Sénat souligne de ses bravos la nécessité proclamée par M. Jules Jeanneney d'une meilleure organisation de travail parlementaire. On applaudit également les paroles du Président sur l'effort de discipline indispensable, l'obéissance aux lois régionales, les passages relatifs à la gravité de la situation internationale et aux devoirs qu'elle impose au pays soumis approuvés par l'assemblée tout entière.

La péroraison de M. Jules Jeanneney, son appel à l'union dans l'intérêt de la patrie recueillent une adhésion unanime.

Le Président prononce ensuite l'éloge funèbre de M. Camille Rebut, décédé avant-hier à Paris.

La mise au point de l'ordre du jour. Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## de la France et l'Espagne a trop d'intérêts communs avec la France pour ne pas nourrir le désir de vivre en bonne intelligence avec celle-ci.

M. THOLAS

M. THOLAS (S. F. I. O.) estime que le gouvernement, par sa politique insuffisamment énergique, encourage l'Italie dans son attitude de plus en plus hostile. Il craint que la politique pratiquée depuis deux ans soit continuée. Il demande au surplus malgré les engagements pris par l'Allemagne qu'elle soit tenue de cesser en ce qui concerne les revendications italiennes.

« S'inquiétant de la présence des Italiens aux Baléares, il demande encore qu'on assure la sécurité de l'Indochine. Une Chine indépendante serait pour la France une cliente et une voisine pacifique. »

## LE SÉNAT A INSTALLÉ SON BUREAU ET RÉGLÉ SON ORDRE DU JOUR

Le Sénat a installé son bureau et réglé son ordre du jour. La séance a été ouverte à 15 h 10 sous la présidence de M. Jules Jeanneney, a pour objet l'installation du bureau définitif nommé le 14 février.

Il n'est pas une place de libre au banc des ministres ou, aux côtés de M. Edouard Daladier, Président du Conseil, MM. Camille Chautemps, Paul Reynaud, Albert Sarraut, Chautemps, Georges Mandel, Jean Zay, de Chappedelaine, Guy La Chambre, Pomaret, Georges Patenôtre, Zola, Champetier de Ribes, Jules Julien, faute de place M. Paul Marchand, a dû s'asseoir au second rang dans le fauteuil d'un sénateur absent.

## LE DISCOURS DE M. JEANNENEY

M. Jeanneney a soutenu tout d'abord l'opinion qu'en temps incertains, tout être humain a le droit de se prononcer sur les assemblées parlementaires et a rappelé que le 10 juin 1913, le Sénat avait obtenu le principe pour la Chambre, estimant qu'une assemblée renouvelable par fractions n'est pas fatalement une assemblée stagnante et M. Jeanneney en a donné le Sénat pour preuve.

Le Président a insisté ensuite sur la tâche sans cesse croissante qu'ont à accomplir les assemblées parlementaires et souligné la nécessité d'une organisation meilleure du travail parlementaire. A son avis, c'est au gouvernement qu'il incombe de faire rendre aux institutions de notre pays tout ce qu'elles peuvent donner. Elles n'ont pas épuisé leur vertu et elles le retrouveront si, principalement, l'effort de discipline indispensable est obtenu par l'obéissance aux lois qui redonnent la régularité.

## M. JEANNENEY A TERMINÉ SON DISCOURS PAR UN APPEL À L'UNION ET À LA PLEINE SOLIDARITÉ FRANÇAISE

M. Jeanneney a terminé son discours par un appel à l'union et à la pleine solidarité française. Il est écouté avec une extrême attention. De nombreux passages soulèvent les applaudissements unanimes de l'assemblée ; c'est ainsi que le Sénat souligne de ses bravos la nécessité proclamée par M. Jules Jeanneney d'une meilleure organisation de travail parlementaire. On applaudit également les paroles du Président sur l'effort de discipline indispensable, l'obéissance aux lois régionales, les passages relatifs à la gravité de la situation internationale et aux devoirs qu'elle impose au pays soumis approuvés par l'assemblée tout entière.

La péroraison de M. Jules Jeanneney, son appel à l'union dans l'intérêt de la patrie recueillent une adhésion unanime.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — Mercredi 18 janvier : Soleil : Lever, 7 h 39 ; coucher, 18 h 23 ; Lune : Lever, 5 h 51 ; coucher, 14 h 33. Ciel : Partiellement nuageux.

MÉTÉOROLOGIE. — Station de Lille : Observations faites le 17 janvier, à 17 h. 45 : Baromètre : 745 mm 5 ; baisse depuis le 17 à 17 h 45 : 2 mm. Thermomètre : Frontal : 13.1 ; Minima : 8.1 ; Maxima : 12.1 ; Etat hygrométrique : 93 ; Hauteur d'eau tombée depuis le veille, 17 h. 45 : 1 mm. 5 ; Direction du vent : S.S. ; Force : Faible ; Direction des nuages : Sans direction ; par l'état du ciel couvert ; Prévisions pour aujourd'hui : Couvert ; sans qu'il pleuve.

## JEUX D'ESPRIT pour s'amuser en famille...

## La barbe d'une nuit d'hiver

Un jour l'explorateur Amundsen, se trouvant en nombreuse compagnie, fut assailli de questions saugrenues par une dame fort curieuse. A la fin elle dit : « Racontez-moi ce que vous savez de la barbe d'une nuit d'hiver ».

## UNE RÉOLUTION COMMUNISTE DEMANDANT L'OUVREURE DE LA FRONTIÈRE D'ESPAGNE

M. Florimond Bonte, député communiste de la Seine, a déposé une proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qui s'imposent en raison de l'offensive de Catalogne et à ouvrir immédiatement la frontière afin que le Gouvernement républicain d'Espagne ne soit délaissé par les moyens d'assurer la défense de l'Espagne ».

## LE SÉNAT A INSTALLÉ SON BUREAU ET RÉGLÉ SON ORDRE DU JOUR

Le Sénat a installé son bureau et réglé son ordre du jour. La séance a été ouverte à 15 h 10 sous la présidence de M. Jules Jeanneney, a pour objet l'installation du bureau définitif nommé le 14 février.

## LE DISCOURS DE M. JEANNENEY

M. Jeanneney a soutenu tout d'abord l'opinion qu'en temps incertains, tout être humain a le droit de se prononcer sur les assemblées parlementaires et a rappelé que le 10 juin 1913, le Sénat avait obtenu le principe pour la Chambre, estimant qu'une assemblée renouvelable par fractions n'est pas fatalement une assemblée stagnante et M. Jeanneney en a donné le Sénat pour preuve.

Le Président a insisté ensuite sur la tâche sans cesse croissante qu'ont à accomplir les assemblées parlementaires et souligné la nécessité d'une organisation meilleure du travail parlementaire. A son avis, c'est au gouvernement qu'il incombe de faire rendre aux institutions de notre pays tout ce qu'elles peuvent donner. Elles n'ont pas épuisé leur vertu et elles le retrouveront si, principalement, l'effort de discipline indispensable est obtenu par l'obéissance aux lois qui redonnent la régularité.

## M. JEANNENEY A TERMINÉ SON DISCOURS PAR UN APPEL À L'UNION ET À LA PLEINE SOLIDARITÉ FRANÇAISE

M. Jeanneney a terminé son discours par un appel à l'union et à la pleine solidarité française. Il est écouté avec une extrême attention. De nombreux passages soulèvent les applaudissements unanimes de l'assemblée ; c'est ainsi que le Sénat souligne de ses bravos la nécessité proclamée par M. Jules Jeanneney d'une meilleure organisation de travail parlementaire. On applaudit également les paroles du Président sur l'effort de discipline indispensable, l'obéissance aux lois régionales, les passages relatifs à la gravité de la situation internationale et aux devoirs qu'elle impose au pays soumis approuvés par l'assemblée tout entière.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## POUR LA REPRISSE DE L'ACTIVITÉ DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT

M. Soustelle a remercié M. Soustelle puis a énuméré les facilités que son administration consent à la presse. Il a rappelé en terminant que le gouvernement avait promis de faciliter l'œuvre nationale qui doit solliciter toutes les pensées, tous les actes des Français.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

## LA MISE AU POINT DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.

Le Président énumère les diverses demandes d'interpellation dont il est saisi.